

# FRONTALIERS MARIÉS: PETITE RÉVOLUTION EN 2018



Janique Bultot

La presse s'est largement fait l'écho de la réforme fiscale impactant les frontaliers mariés au niveau de leur classe d'impôt. Jusqu'alors, les frontaliers mariés bénéficiaient de la classe d'impôt 2 à la simple condition que plus de 50% des revenus professionnels de leur ménage étaient imposables au Luxembourg. À défaut, ils étaient imposables en classe d'impôt 1a. La plupart d'entre eux bénéficiaient donc de la classe 2 sans imposition collective<sup>1</sup>. Désormais, les règles changent afin de mettre sur un pied d'égalité les résidents luxembourgeois et les frontaliers qui réalisent l'essentiel de leurs revenus au Luxembourg.

TEXTE: JANIQUE BULTOT,  
PARNER IF GROUP  
IMAGE: JULIAN BENINI

**A** partir de 2018, les frontaliers mariés vont être rangés, par défaut, en classe d'impôt 1. Néanmoins, sur demande expresse et sous réserve de remplir les conditions de l'assimilation fiscale<sup>2</sup>, ils peuvent obtenir l'inscription d'un taux personnalisé (**taux global ménage**) sur leur carte d'impôt, calculé sur base du tarif de la classe d'impôt 2.

La demande du taux global ménage entraîne automatiquement l'imposition collective (**avec mise en commun de l'ensemble des revenus des époux**), ce qui est l'objectif de la réforme. Cela a plusieurs conséquences :

- Le taux de retenue à la source est calculé provisoirement sur base des revenus estimés du ménage pour 2018 (revenus luxembourgeois et étrangers). Pour déterminer ce taux, l'administration propose aux frontaliers deux options présentées en détail dans l'article in extenso sur [www.clc.lu](http://www.clc.lu).

- Les époux seront tenus de déposer une déclaration fiscale conjointe au Luxembourg en 2019<sup>3</sup> où ils devront joindre les justificatifs des revenus effectivement perçus par le couple en 2018. Cette déclaration donnera lieu à un supplément ou à un remboursement d'impôt suivant que les revenus du ménage en 2018 seront supérieurs ou inférieurs à ceux qui avaient été estimés en vue de la détermination du taux de retenue à la source.

- Dans leur déclaration fiscale, les époux pourront déduire les mêmes dépenses que les couples résidant au Luxembourg (contrepartie favorable de l'assimilation fiscale), ce qui contribuera à réduire les impôts luxembourgeois.

Néanmoins, pour ce faire, les contribuables doivent remplir une des conditions de l'assimilation fiscale, à savoir :

- Au moins 90% des revenus mondiaux d'un des conjoints<sup>4</sup> sont imposables au Luxembourg. Pour rendre cette condition plus accessible aux frontaliers qui travaillent partiellement à l'étranger pour compte de leur employeur luxembourgeois, les dispositions légales prévoient que les 50 premiers jours imposables à l'étranger en vertu d'une convention fiscale sont assimilés à des jours imposables au Luxembourg<sup>5</sup>.

Ou

- Pour les seuls frontaliers belges : plus de 50% des revenus professionnels du ménage sont imposables au Luxembourg.

Ou

- Les revenus nets imposables à l'étranger d'un des conjoints sont inférieurs à 13 000€.

S'ils remplissent une de ces conditions, les frontaliers mariés ont intérêt à opter pour ce mode d'imposition, notamment lorsque les deux époux travaillent au Luxembourg et qu'ils n'ont pas ou peu d'autres revenus à l'étranger. Dans ce cas, la charge d'impôt sera en effet inférieure à l'impôt calculé en classe 1.

1 c.-à-d. sans devoir déposer une déclaration conjointe mettant en commun les revenus des deux époux | 2 Les non-résidents sont assimilés fiscalement aux résidents luxembourgeois. | 3 Délai légal : 31.03.2019. | 4 Il suffit qu'un des conjoints remplisse cette condition. | 5 Par exemple, un frontalier français preste 40 jours de travail en dehors du Luxembourg. Ces jours sont imposés en France via sa déclaration fiscale. Néanmoins, pour le calcul du seuil des 90%, ces 40 jours sont assimilés à des jours luxembourgeois, ce qui lui permet de rentrer dans le régime de l'assimilation fiscale et de demander le taux global ménage.